



REALISM VERSUS IDEALISM IN WORLD POLITICS
CONFÉRENCE DE ROBERT GILPIN
23 FEVRIER 2006, UQAM

Synthèse réalisée par Claire d'Hennezel

Le professeur Robert Gilpin se décrit comme un libéral dans un monde réaliste. Comment une réforme progressive du système international est-elle envisageable dans un monde dominé par la guerre hégémonique ? Les approches réalistes et idéalistes jettent un regard différent sur la réalité mondiale actuelle et, notamment, sur le Moyen-Orient et sur la politique étrangère des États-Unis. La vision du monde utilisée pour analyser les relations internationales a une influence considérable sur l'avènement des conflits, leur déroulement, le rétablissement ultérieur de l'ordre et sa consolidation.

Robert Gilpin présente d'abord le sort assez défavorable fait au réalisme aux États-Unis, de Morgenthau à l'Administration Bush, et justifie pourtant la pertinence de l'approche de Thucydide pour comprendre les relations internationales.

Il présente les paradoxes de la politique des États-Unis au Moyen Orient, entre effort sémantique idéaliste et intérêts stratégiques. Il l'explique par les différences entre les arguments des impérialistes, ceux des néo-conservateurs et ceux des évangélistes, trois groupes en faveur de la guerre en Irak.

Robert Gilpin rappelle pourtant que nombreuses voix se sont élevées contre l'entrée en guerre après le 11 septembre, à commencer par celle des militaires. Il conclut que l'adoption de cette politique étrangère idéaliste donne raison *a posteriori* à l'isolationnisme des réalistes, étant donné les tensions croissantes dans la région et notamment la crise iranienne, qui pourrait bien ressembler à la guerre du Péloponnèse décrite par Thucydide.

Réalisme et idéalisme ne sont pas des théories scientifiques, puisqu'il est impossible de les prouver ou de les infirmer. Ce sont plutôt deux visions divergentes de la façon dont le monde fonctionne. Elles sont basées sur des postulats qui dépendent de la conception que chacun se fait des relations internationales.

Le réalisme n'a jamais été une doctrine populaire aux États-Unis. Il est devenu aujourd'hui l'ennemi de la droite néo-conservatrice. Pourquoi est-il devenu subversif, antipatriotique, antiaméricain dans le contexte actuel de la politique étrangère des États-Unis ? Il y a bien eu des américains réalistes, comme George Kennan. Mais le réalisme est arrivé aux États-Unis *via* les réfugiés politiques issus, dans les années 1930, du réalisme européen, comme ce fut le cas de Morgenthau. Le réalisme est donc aujourd'hui

l'ennemi de l'Administration Bush, qui se considère idéaliste et veut étendre la démocratie dans le monde. John Mearsheimer est très critique envers cette politique étrangère drapée d'idéalisme, qui lance les États-Unis dans une croisade au nom de la démocratie et de la paix.

Les réalistes sont toujours sceptiques. Les idéaux existent bel et bien, tout comme Saint François d'Assise, Jésus ou Gandhi ont existé. Mais dans les relations internationales, le discours idéaliste sert la cause des intérêts et engendre toujours de nouveaux périls. Il ne s'agit donc pas pour les réalistes d'être contre l'idéalisme, mais d'étudier plus le pouvoir et les intérêts que la morale. En étudiant les périodes de l'histoire qui ont été les plus influencées par l'idéalisme, on voit que l'idéalisme crée plus de crises qu'il n'en résout. Le boycott du pétrole imposé par la Grande Bretagne à l'Italie de Mussolini en guise de représailles suite à la campagne d'Ethiopie avait ainsi aidé le *Duce* encore hésitant à choisir son camp.

L'histoire de la guerre de Péloponnèse de Thucydide vaut pour toutes les époques. L'être humain a trois passions : l'honneur, la richesse, la sécurité. Elles donneront lieu à de grandes guerres. Les guerres à venir sont différentes de celles passées : l'escalade de la violence peut amener un conflit à ne pas pouvoir être gagné. Une guerre va changer le système et déterminer la puissance dominante. Pour les réalistes opposés à Bush aux États-Unis, la guerre est bien un trait inévitable des relations internationales. Elle existe parce qu'il n'y a pas de moyen de l'éviter, elle est une possibilité constante dans un *anarchic self help system*. Pourtant, on peut l'éviter ponctuellement, en ne se trompant pas dans l'analyse de la situation. Le conflit irakien correspond au type décrit par Thucydide. À mesure qu'il s'amplifie, ceux qui l'ont déclenché en perdent le contrôle. Les États-Unis voulaient une guerre rapide, alors que la nature du système moyen-oriental la rendait improbable. Le mélange de groupes ethniques et religieux, et la présence de gouvernements agrippés au pouvoir réveillent des forces jusqu'alors ignorées et impossibles à contrôler. Ceux qui croyaient, à l'origine, en cette guerre rapide ont découvert des éléments inattendus sur leur chemin. Parce que la guerre est éminemment imprévisible et qu'elle doit être abordée avec d'innombrables précautions.

En l'occurrence, deux postulats faux ont guidé l'action des États-Unis : la présence d'armes de destruction massive en Irak et l'idée que l'Irak aurait souhaité les mettre entre les mains des terroristes. Quiconque connaissait un tant soit peu le Moyen-Orient considérait alors ces deux options comme hautement improbables. Al Qaeda et Saddam Hussein étaient des ennemis jurés. Ben Laden s'était retourné contre l'Arabie Saoudite — son pays d'origine — lorsque cette dernière avait refusé son projet de sortir ses forces d'Afghanistan pour les envoyer contre Saddam et sauver le Koweït. Le gouvernement saoudien avait alors fait appel aux troupes états-uniennes, coulant les fondations de ce qui deviendrait la coalition contre Saddam. Ben Laden a déclenché ses attaques contre les États-Unis en partie suite à ce revers.

La coalition états-unienne favorable à la guerre se divise en trois groupes. Les impérialistes, derrière Rumsfeld ou le vice-président Cheney, veulent que les États-Unis éteignent toute tentative de compétition, pour des raisons géopolitiques. Il s'agit de conserver le monopole du pouvoir, ce qui implique de gagner le contrôle sur le pétrole et

le Golfe. Cette démarche hégémonique doit faire de l'Irak une base militaire états-unienne, non pas pour Exxon, mais pour le pouvoir *en soi*.

Les néo-conservateurs, très écoutés pour les questions de sécurité nationale, insistent sur les raisons énergétiques. Derrière Wolfowitz ou Perle, ils incarnent la ligne dure dans le conflit israélo-palestinien et sont les premiers à soutenir la guerre contre l'Irak depuis le 11 septembre. Ils veulent une nouvelle stratégie qui sécurise le pourtour israélien. La seule façon de sauver Israël est de transformer le Moyen-Orient. Ils préconisent le renversement de Saddam, la destruction de son régime et pensent que les hachémites — dynastie jordanienne — pourraient y créer un 'vice-royaume d'Irak'. La Syrie et l'Iran devraient être neutralisés, et les États-Unis devraient s'emparer des champs de pétrole saoudiens. Cependant, ils ont le tort de croire que l'Arabie Saoudite a confiance en eux. Ses champs sont bardés d'explosifs, et cela constitue un argument très dissuasif pour ceux qui seraient tentés de suivre la voie néo-conservatrice. Les néo-conservateurs ne se cantonnent pas au domaine militaire, et leurs plans de remaniement touchent à tous les aspects de la vie au Moyen-Orient, comme en témoignent les nombreux projets sociaux imaginés pour la région.

Enfin, les évangélistes estiment qu'il faut protéger Israël. La réunion des juifs en terre promise officialisée en 1948 est le signe de la venue de la fin des temps. L'apocalypse et la deuxième venue sur terre du Christ vont ainsi advenir.

Les arguments des opposants à la guerre permettent à Robert Gilpin de montrer les erreurs de l'Administration Bush, qui s'est engagée dans une guerre dont elle perd le contrôle, créant ainsi les conditions d'une guerre hégémonique. Les militaires sont les premiers à s'opposer à un conflit. Les généraux de la Marine et des troupes armées élaborent ce qui va s'appeler la doctrine Powell : il faut une menace avérée, des moyens conséquents le cas échéant, et une stratégie de sortie de conflit.

Aucun de ces trois éléments n'est présent selon eux dans le conflit irakien. La menace envers les États-Unis n'est pas claire. Il faut lui opposer une évaluation réaliste des intérêts nationaux. Le « never again » post-Vietnam justifie cette approche. La doctrine Powell estime que si le président déclare qu'il existe une menace réelle, alors les États-Unis doivent intervenir avec une force considérable. Il s'agit ensuite d'être capable de pacifier la région et d'y disposer des forces de police. Les impérialistes et les néo-conservateurs ne partagent pas cette idée. Rumsfeld et Wolfowitz croient que les militaires sous-estiment la qualité de l'équipement et envoient environ 125 000 recrues, au lieu des 400 000 recommandées. Les tenants de l'option critique sont écartés par Bush. Enfin Bush père a lui-même dit espérer que son fils ait une stratégie de sortie. Celle-ci n'a en réalité jamais été développée, au profit d'une supposée stratégie de la victoire.

Le groupe des analystes réalistes, derrière Mearsheimer, est isolationniste et considère qu'il n'y a pas d'intérêts états-unien en Irak. Des critiques virulentes venues de personnes comme Francis Fukuyama — qui a rompu avec les néo-conservateurs — dénoncent l'absence de croyance des réalistes en la démocratie ou en un monde meilleur.

Pour certains, les attaques sont venues de sociétés décadentes envieuses de la réussite des États-Unis. Une autre position, qui a mis du temps à se faire entendre, consiste à dire que les attaques sont le fruit non pas de ce que sont les États-Unis, mais de ce qu'ils ont fait, notamment en Israël. Gilpin estime qu'une approche très censée, quoique très éloignée de la façon de penser de son peuple, consiste à dire qu'il ne s'agit

ni d'une doctrine politique ni d'une guerre des religions. Les frappes en Espagne révèlent la stratégie de division de l'Occident. Pour Gilpin, ce conflit est avant tout une lutte pour savoir qui contrôle une terre.

Malheureusement, aux États-Unis prévaut l'idée qu'il faut étendre le conflit puisqu'il existe un fossé irréductible entre des civilisations. Il n'y a rien à négocier : ce sont eux qui doivent apprendre en devenant démocratiques. Cette attitude rend toute diplomatie impossible. Dans les dernières semaines, trois événements importants décrivent l'évolution de la situation au Moyen-Orient. D'abord, l'affaire des caricatures a eu un impact très négatif. En représentant et en insultant le prophète Mahomet, on a déclenché des attitudes qui rappellent l'Inquisition et ses bûchers de livres juifs et musulmans. Ensuite, la victoire démocratique du Hamas en Palestine a creusé le paradoxe de la politique étrangère des États-Unis dans la région, puisque la démocratie doit vaincre le terrorisme. Enfin, la question du nucléaire iranien est de loin la plus préoccupante. Israël ne permettra jamais que son voisin développe un tel programme. La guerre de Bush aboutit donc à cette confrontation imprévue avec l'Iran, pays qui aspire à être le plus puissant de la région. La seule solution à la question semble être une grande guerre impliquant États-Unis, Israël et l'Iran. La grande guerre de Thucydide pourrait bien embraser cette partie du monde.

Questions du public

La première question venue de l'auditoire a porté sur la montée de la puissance de la Chine. Des pays émergents tels que la Chine, le Brésil et l'Inde mettent en lumière une décadence de la structure du pouvoir aux États-Unis. La Chine est d'ailleurs liée économiquement avec le Moyen-Orient, auquel elle achète son pétrole.

Robert Gilpin ne partage pas cette perception d'un déséquilibre qui pourrait venir de la Chine. Celle-ci n'a pas de réserve de pétrole. Où pourrait-elle le trouver ? On pourrait envisager un repli sur l'Océan indien. Mais l'Inde considère l'océan Indien comme sien et n'a pas de bons rapports avec la Chine. Israël et l'Inde ont des traités d'alliance qui leur permettent l'échange de technologies avancées, d'armes de haute qualité qui passent en réalité par Israël, des États-Unis vers l'Inde. Il va être difficile à la Chine de contrer l'absence de pétrole. Israël est la cinquième puissance mondiale, avec 200 armes et sous-marins nucléaires stationnés dans l'océan Indien. Singapour est aussi un allié des États-Unis. Cela prendrait des décennies avant que la Chine aie du pétrole, qui reste la base du pouvoir dans notre monde. Le modèle économique chinois devra lui aussi évoluer. En effet, il est essentiellement exportateur à l'heure actuelle et va devoir développer son marché intérieur. Faute de quoi, il restera très vulnérable. La Chine et le Japon ont d'ailleurs donné beaucoup pour la guerre en Irak.

Une autre inquiétude a pu venir du lien entre dollars et pétrole. En effet, pour acheter en Arabie Saoudite, il faut payer en dollars. Les deux centres d'échange de cette devise sont Chicago et Londres. L'Iran a voulu créer une monnaie pour dépasser cela. On a craint que le dollar s'effondre si l'Arabie Saoudite décidait de le refuser et qu'il s'ensuive une récession mondiale. En fait, un pacte États-Unis/Arabie Saoudite, datant des années 1930, garantit la fourniture du pétrole à un prix donné, en échange de la sécurité. En 1973, il est reconduit : la protection du royaume se fait en échange de la protection du dollar. Les Saoudiens veulent diversifier leur économie pour réduire cette

dépendance. Le prix du pétrole va inéluctablement croître et jouer un grand rôle dans le scénario.

Dan O'Meara remarque que le scénario décrit pour le Golfe correspond à une vision transnationaliste d'interdépendances complexes au Moyen-Orient. L'Iran sait qu'il restera stratégique tant qu'il peut vendre son pétrole aux États-Unis. La solution semble de revenir aux conditions qui prévalaient sous le Shah, avant 1979. Les États-Unis ne voyaient alors pas d'inconvénients à la domination économique et politique de l'Iran sur la région.

D'une part, Gilpin estime, en réaliste systémique, que la guerre est inévitable, mais pas cette guerre en particulier. D'autre part, il explique cette guerre par ce qui se joue à *l'intérieur* des États-Unis. Comment, dès lors, envisager un changement dans la politique intérieure des États-Unis, qui permettrait de modifier la situation stratégique ?

Robert Gilpin précise qu'il ne fait pas partie de la ligne dure des réalistes. Il ne pense pas que la politique étrangère domine la politique intérieure. Les deux domaines sont imbriqués et deux luttes se jouent donc actuellement. Il faut savoir, d'un côté, qui va contrôler les États-Unis (de la coalition entre ultra-conservateurs, nationalistes, évangélistes, ou néo-conservateurs sur le déclin) et, de l'autre, qui va gagner la guerre. Les deux questions sont dépendantes l'une de l'autre. Le changement interne qui influencerait sur l'extérieur viendra notamment, dans les décennies à venir, de ceux qui domineront la Cour Suprême. Aujourd'hui, des ultra-conservateurs sont au pouvoir. L'Administration poursuit sa stratégie d'éviction de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique actuelle.